

Séance d'information du Conseil de sécurité du 6 juin 2013

La situation en Somalie

Intervention de S.E. Mme Sylvie Lucas

Ambassadeur, Représentant permanent du Luxembourg auprès des Nations Unies

Monsieur le Président,

Je remercie le Royaume-Uni d'avoir organisé pendant sa présidence du Conseil de sécurité cette réunion qui nous donne l'occasion de faire le point sur la situation en Somalie, un mois après la Conférence de Londres, et je salue votre participation personnelle, Monsieur le Ministre. Permettez-moi aussi de souhaiter la bienvenue au Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères de la Somalie, Madame Adam.

La Somalie est bien entrée dans une nouvelle ère. La transition est terminée. Des autorités légitimes et disposant de la confiance d'une large partie de la population consolident leurs efforts pour promouvoir la paix et pour établir des institutions représentatives à Mogadiscio et au-delà. Ce pays pendant trop longtemps ravagé par la guerre est sur la bonne voie, celle du progrès politique et sécuritaire. Cela dit, les défis demeurent considérables.

Avec l'appui de la communauté internationale, et notamment la nouvelle Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie, la MANUSOM, les autorités somaliennes devront mettre en place un système fédéral, réviser la Constitution, préparer le référendum sur la future Constitution et les élections de 2016. Les femmes devront être pleinement associées à ce processus politique. En parallèle, un processus de réconciliation devra être engagé entre le Gouvernement fédéral et les entités régionales, notamment à Kismayo où la situation demeure particulièrement préoccupante.

A nos yeux, une attention particulière doit être accordée à la dynamique régionale. La définition d'un cadre régional pourrait permettre de renforcer la confiance entre les Etats de la Corne de l'Afrique, de définir des garanties de sécurité nécessaires et de renforcer la coopération économique dans cette partie du continent africain. Dans ce contexte, nous saluons les efforts déployés par l'IGAD pour soutenir la stabilisation de la Somalie.

Monsieur le Président,

La sécurité est une pré-condition pour reconstruire la Somalie. Malgré les efforts remarquables des Forces de sécurité somaliennes, de leurs alliés et de l'AMISOM, Al-Chabab maintient sous son contrôle une large partie du territoire.

Nous saluons de ce fait l'adoption par les autorités somaliennes de plans stratégiques visant à développer les forces de sécurité et de police et le système judiciaire. Au cours de la Conférence de Londres, mon pays a fait partie de ceux qui se sont engagés à soutenir financièrement la réforme du secteur de la sécurité. Le Gouvernement fédéral somalien devra être en mesure de

coordonner l'action des donateurs internationaux dans ce domaine. Il devra aussi s'atteler à mettre en place un programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration.

Nous partageons la préoccupation du Secrétaire général, qui estime que l'AMISOM a atteint ses limites en ce qui concerne sa capacité à tenir les territoires libérés et à poursuivre ses opérations offensives. Nous soutenons donc l'intention du Secrétariat d'effectuer cet été, conjointement avec l'Union africaine, un examen de l'AMISOM en vue de renforcer la complémentarité des efforts fournis par l'ONU et l'UA.

L'amélioration des conditions de sécurité sur terre contribuera aussi à répondre aux causes profondes de la piraterie. Dans ce contexte, l'adoption de la nouvelle stratégie somalienne de sécurité maritime est bienvenue. Le Luxembourg continuera son assistance dans ce domaine à travers la mise à disposition d'avions de surveillance maritime à la Mission Atalanta de l'Union européenne.

Monsieur le Président,

Je conclurai mon intervention en abordant brièvement la situation des droits de l'homme, qui demeure hélas très préoccupante. Le nombre de journalistes tués, de violences sexuelles, notamment dans les camps de déplacés internes, et de violences à l'égard des enfants continue d'être alarmant. Il importe que les autorités somaliennes assurent que les responsables de ces violations des droits de l'homme soient traduits en justice.

Le Luxembourg salue dans ce contexte l'engagement pris par le Gouvernement fédéral somalien de combattre la violence sexuelle et de mettre en œuvre les plans d'action adoptés en 2012 pour mettre fin au recrutement et à l'emploi d'enfants-soldats et pour éradiquer les meurtres et les mutilations contre les enfants. Il importe à cet égard que la réforme du secteur de la sécurité prévoie la mise en place de mesures interdisant le recrutement et l'utilisation d'enfants par les forces armées somaliennes.

Nous sommes convaincus qu'avec l'appui déterminé de la communauté internationale, la Conférence de Bruxelles en septembre constituant une prochaine étape importante à cet égard, et de ce Conseil en particulier, le Gouvernement et le peuple somaliens sauront continuer d'avancer sur le chemin de la paix, de la sécurité et de la prospérité.

Je vous remercie de votre attention.

Briefing of the Security Council – June 6th, 2013

The situation in Somalia

Statement by H.E. Ms. Sylvie Lucas

Ambassador, Permanent Representative of Luxembourg to the United Nations

Mr. President,

I thank the United Kingdom for having organized during its presidency of the Security Council this meeting which gives us an opportunity to take stock of the situation in Somalia, one month after the London Conference, and I welcome your personal participation, Mr. Minister. Let me also welcome the Deputy Prime Minister and Minister of Foreign Affairs of Somalia, Ms. Adan.

Somalia has entered a new era. The transition has been completed. Legitimate authorities who are trusted by a large part of the population are consolidating their efforts to promote peace and to establish representative institutions in Mogadishu and beyond. This country which has been ravaged by war for too long is on the right track of political and security progress. However, the challenges remain daunting.

With the support of the international community, including the new United Nations Assistance Mission in Somalia, UNSOM, the authorities of Somalia will have to develop a federal system, revise the Constitution, prepare the referendum on the Constitution and elections in 2016. Women should be fully involved in this political process. In parallel, a reconciliation process should be initiated between the Federal Government and regional entities, including in Kismayo, where the situation remains particularly worrying.

We believe that particular attention should be given to the regional dynamics. The definition of a regional framework could help build trust between the States of the Horn of Africa, give necessary security guarantees and strengthen economic cooperation in this part of the African continent. In this context, we welcome the efforts of IGAD to support the stabilization of Somalia.

Mr. President,

Security is a precondition for rebuilding Somalia. Despite the remarkable efforts of Somali security forces, their allies and AMISOM, Al-Shabaab maintains a large part of the territory under its control.

We therefore welcome the adoption by the Somali authorities of strategic plans to develop the security and police forces and the justice system. During the London Conference, my country was among those who have pledged to provide financial support to the reform of the security sector. The Federal Government of Somalia will have to be able to coordinate the activities of

international donors in this area. It will also have to set up a program for disarmament, demobilization and reintegration.

We share the concern of the Secretary-General that AMISOM has reached its limits in terms of its ability to hold the liberated territories and to continue its offensive operations. We therefore support the Secretariat's intention to undertake this summer, together with the African Union, a review of AMISOM in order to strengthen the complementarity of the efforts undertaken by the UN and the AU.

Improved security conditions on the ground will also help address the root causes of piracy. In this context, the adoption of the new Somali maritime security strategy is welcome. Luxembourg will continue its assistance in this area through the provision of maritime surveillance aircraft to the Atalanta Mission of the European Union.

Mr. President,

I would like to conclude my remarks by briefly addressing the human rights situation, which unfortunately remains very worrying. The number of journalists killed, of cases of sexual violence, especially in the IDP camps, and violence against children continues to be alarming. It is important that the Somali authorities ensure that those responsible for these violations of human rights are brought to justice.

Luxembourg welcomes in this context the commitment of the Federal Government of Somalia to combat sexual violence and to implement the action plans adopted in 2012 to end the recruitment and use of child soldiers and to eradicate the killing and maiming of children. It is important in this regard that the reform of the security sector includes measures to prohibit the recruitment and use of children by the Somali armed forces.

We believe that with the determined support of the international community, the Brussels Conference in September being an important next step in this regard, and the determined support of the Security Council in particular, the Government and the people of Somalia will be able to make further progress on the path towards peace, security and prosperity.

I thank you for your attention.